



Infolettre n° 63

Complément

Janvier 2016

Contact : info@aepl.eu

BREXIT: CONTEXTE HISTORIQUE

Le gouvernement britannique a décidé d'organiser avant la fin 2017 un référendum sur la question de savoir si le Royaume Uni devrait rester dans l'Union européenne ou non. A cet effet, il a désigné quatre domaines qu'il propose de réformer. Cette réforme s'appliquerait soit à l'ensemble de l'UE soit, dans quelques cas, à la seule Grande-Bretagne. Le gouvernement britannique décidera, en fonction du résultat des négociations avec ses partenaires européens, si oui ou non il invitera les électeurs britanniques à voter pour ou contre le maintien du pays dans l'Union.

L'objet du présent article est d'abord d'analyser la nature des demandes du gouvernement britannique. Ensuite d'essayer de comprendre les raisons qui le motivent à agir en ce sens et, enfin, de commenter l'issue probable tant des négociations avec ses partenaires européens que des résultats du référendum.

Les demandes britanniques

Dans sa lettre au président du Conseil européen, M. Tusk, le premier ministre britannique, M. Cameron, fait état de quatre domaines qu'il souhaiterait réformer:

1. Un accord formel visant à protéger les intérêts des neuf pays de l'Union qui ne sont pas membres de la zone euro, c.à.d. dont la monnaie n'est pas l'Euro.
2. Dans le domaine de la compétitivité des entreprises européennes, le gouvernement britannique demande moins de réglementation mais d'accroître le nombre d'accords avec les partenaires commerciaux de l'Union européenne et d'achever le Marché unique grâce à une plus grande liberté de circulation des capitaux, des marchandises et des services.
3. Dans le domaine de la souveraineté nationale, le gouvernement britannique demande qu'il soit mis fin juridiquement à l'obligation de la Grande-Bretagne d'aller dans le sens " d'une union toujours plus étroite", que des groupes de parlements nationaux puissent bloquer toute législation nouvelle et que le RU

ait la possibilité de choisir s'il entend participer ou non au processus décisionnel en matière de Justice et Affaires intérieures.

4. Concernant l'immigration, le gouvernement britannique demande que soient prises des mesures visant à freiner l'afflux dans le RU de migrants venant d'autres pays de l'Union.*

Quels sont les motifs du gouvernement britannique?

L'hostilité à l'Union européenne a atteint un tel degré en Grande-Bretagne qu'aucun parti politique ne peut ignorer plus longtemps ceux qui réclament l'organisation d'un référendum. Ceci est même vrai dans le cas des libéraux- démocrates, le plus pro-européen des partis. Le succès tant politique qu'électoral du UKIP (parti pour l'indépendance du Royaume Uni) – qui milite pour la sortie de la Grande- Bretagne de l'Union européenne- a été si spectaculaire que les autres partis ont jugé nécessaire d'organiser un tel référendum avec l'espoir que les Britanniques se prononcent pour le maintien dans l'Union.

La défiance à l'égard de l'Union européenne existe depuis le lancement en 1950 du plan Schuman. Des générations entières de Britanniques se sont toujours senties différentes des autres peuples européens, d'autant plus que leurs médias leur ont inculqué cette différence quasi quotidiennement. Une très grande majorité d'entre eux sont depuis toujours violemment opposés au fait que la Grande-Bretagne soit membre de l'Union européenne. Chaque jour depuis l'entrée en vigueur du traité de Rome en 1958, la presse britannique rapporte des histoires à connotation négative sur l'Europe. Rares sont en effet les articles qui mettent en valeur les réalisations de l'Union.

Depuis le XIX siècle, la société britannique en général et l'économie de ce pays en particulier ont été relativement peu régulés par l'Etat. Ceci est dû en partie au fait que les Britanniques et le monde des affaires de ce pays font généralement confiance au bon sens et au sens du devoir des citoyens et des entreprises. Aussi, l'augmentation du nombre de règlements et de mesures administratives qui ont suivi l'adhésion du pays à l'Union européenne, a été un choc culturel pour le peuple britannique.

De plus, il ne faut pas oublier que le droit de véto était toujours largement en vigueur lorsque le RU est entré dans l'Union en 1973. Le peuple britannique acceptait donc l'adhésion de son pays parce que ses dirigeants lui avaient déclaré que, grâce au droit de véto, rien ne pouvait être imposé contre la volonté du pays. Toutefois, les gouvernements britanniques successifs ont finalement participé au démantèlement progressif du droit de véto. Et oh ironie, c'est Mme Thatcher, la plus anti européenne des premiers ministres britanniques, qui cèdera le plus de pouvoir en la matière en signant l'Acte Unique en 1986.

Les représentants du secteur financier et des multinationales britanniques sont toujours les plus chauds partisans du maintien du pays dans l'Union. La principale opposition à cet égard provient des petites et moyennes entreprises car celles-ci dépendent entièrement de la demande intérieure britannique. Nombreux

sont aussi ceux qui, au vu des difficultés récentes de la zone euro, pensent que la décision de maintenir la livre sterling comme monnaie nationale était la bonne. Ceci a, en effet, permis à l'économie britannique de rester compétitive du point de vue des prix, en pouvant dévaluer la livre après l'irruption de la crise en 2008, et en ajustant la politique monétaire et fiscale aux nécessités économiques du pays. Très nombreux ont été les experts britanniques à avoir déclaré, au moment de l'introduction de l'Euro, qu'une monnaie unique subirait à un moment donné de très fortes tensions si elle n'était pas adossée à une politique monétaire et fiscale commune. Si l'on veut, disaient-ils, que l'Euro fonctionne de manière démocratique, il est nécessaire de mettre en place un seul gouvernement démocratique, ce qui ipso facto signifie la fin de la souveraineté nationale de tous les pays de la zone euro. Le "déficit démocratique" actuel est largement critiqué en Grande-Bretagne.

Les électeurs britanniques sont conscients qu'ils sont à même de réorienter la politique du gouvernement britannique par le biais d'élections nationales alors que cela leur est impossible, pensent-ils, par l'élection des députés du Parlement européen. Toutefois, ceci est de moins en moins vrai car ce dernier joue un rôle de plus en plus grand dans le processus législatif européen.

Le public britannique a de plus en plus confiance dans la capacité du pays et en particulier du monde des affaires britanniques d'être des premiers de classe sur le plan mondial. Le nombre de créations d'emplois nouveaux y est parmi les plus élevés de l'Union européenne, tandis que le nombre de chômeurs est tombé à 5,4%. D'une façon générale, les Britanniques ont une attitude positive envers les technologies nouvelles et ont plutôt confiance dans l'avenir. Le fait que le RU attire des centaines de milliers de jeunes et d'entreprises nouvelles en provenance de l'ensemble du territoire européen est perçu par sa population avec une certaine fierté, fierté de ce qu'elle réussit à accomplir. Cela a pour conséquence qu'elle entend être libre de pouvoir poursuivre dans cette voie.

Un dernier facteur qui explique pourquoi de plus en plus de Britanniques souhaitent quitter l'UE tient au fait que les nouvelles venant du continent, et en particulier de la zone euro, sont de plus en plus mauvaises. L'Allemagne mise à part, les économies des autres pays de la zone euro semblent figées. Le chômage y est toujours très élevé tandis que la crise grecque en a donné l'image d'un ensemble incapable de résoudre ses problèmes. A la gauche du spectre politique britannique, la zone euro est perçue comme étant encore plus orientée dans l'austérité que le RU. A la droite de ce spectre, le sentiment qui prévaut est que les entreprises de la zone euro sont très réglementées.

Résultat des négociations et du référendum

Comment réagiront les autres gouvernements européens face aux demandes britanniques? La réponse va dépendre de leur degré de volonté de maintenir la Grande-Bretagne dans l'UE et de leur attitude devant les demandes politiques de M. Cameron.

Si on se fonde sur les fuites parues dans la presse ces derniers jours, il semble qu'aucun gouvernement partenaire ne souhaite véritablement le départ du RU de la confédération européenne. En la matière, chaque pays a ses raisons et ses intérêts propres. Il apparaît par ailleurs que plusieurs gouvernements européens partagent les idées britanniques concernant la compétitivité ainsi que celle de donner plus de pouvoir aux parlements nationaux. Il semble aussi que nombreux sont les gouvernements des pays de la zone euro à ne pas s'opposer à la demande d'obtenir sous forme de clauses de sauvegarde juridiquement contraignantes, que les pays qui ne sont pas membres de la zone euro aient le droit de garder leur monnaie.

Là où les choses sont sans doute plus délicates, sont les demandes britanniques visant à modifier les règles relatives à la migration à l'intérieur de l'Union. Au cours des dernières années, nombreux ont été les migrants vers le RU en provenance de pays d'Europe centrale et orientale. Ces derniers envoient de grandes sommes d'argent à leurs familles restées dans leur pays d'origine. Les gouvernements des pays concernés ne souhaitent sans doute pas se rallier à des mesures qui auraient pour effet de réduire la protection sociale dont bénéficient actuellement leurs ressortissants établis en Grande-Bretagne, telle qu'elle est actuellement garantie par les directives européennes.

En ce qui concerne l'engagement prévu par les traités d'aller vers "une union sans cesse plus étroite", celui-ci a un statut hautement symbolique. Toutefois, on peut se demander s'il a jamais été suffisamment fort pour s'imposer face aux considérations propres à la *realpolitik*. Rares sont sans doute les pays de l'Union qui, dans un proche avenir, s'engageraient dans une union politique plus étroite.

Sur le plan militaire, le RU est avec la France les seules forces militaires de l'UE. Des considérations géopolitiques sont aussi à l'origine du pourquoi un certain nombre de pays de l'Union, en particulier l'Allemagne, ne souhaitent pas que la Grande-Bretagne quitte l'UE.

Si l'on part du principe qu'un accord serait conclu concernant les demandes de réforme, reste la question de savoir dans quel sens les Britanniques voteront lors du référendum?

Il est certain que les grandes entreprises internationales du royaume vont se lancer dans un lobbying très intense en faveur du maintien dans l'Union. Elles feront valoir la menace de pertes d'emploi et d'une réduction des investissements si les électeurs choisissent de quitter l'Union. Elles déclarent dès à présent que dans le cas d'un tel scénario, il n'est guère certain qu'un accord commercial favorable puisse être négocié avec le reste de l'Union. Elles se réfèrent à cet égard au cas de la Norvège et de la Suisse. Ces pays sont exclus du processus décisionnel de l'UE, mais doivent accepter la réglementation européenne relative au Marché unique s'ils veulent y avoir accès.

De nombreuses couches de la société britannique et certains courants à l'intérieur du parti conservateur sont en faveur du maintien du pays dans l'Union, et ce quels que soient les résultats des négociations. Finalement, la décision appartiendra aux " électeurs flottants". Ces derniers sont soit totalement indécis, soit timidement en faveur de l'un ou l'autre camp. Des sondages qui remontent à l'été 2015 font apparaître que 70% des électeurs britanniques sont encore indécis. En d'autres termes, la course est encore très ouverte. Un des facteurs clés sera le degré de crédibilité dont bénéficieront les porte-parole des deux camps. Des analyses de l'opinion publique montrent que le flux actuel de réfugiés, qui fuient les régions en guerre, fait gonfler considérablement le nombre d'électeurs britanniques désirant quitter l'Union.

Conclusion

Pour ceux d'entre nous qui souhaitent la réussite du projet européen et tiennent à réunir ce qui est éparé, la sortie du RU constituerait un revers, voire un échec. Cela signifierait que, après plus de 40 ans de coopération étroite avec les autres Etats membres, l'électorat britannique en arriverait à penser que le RU serait mieux hors de l'Union que dans celle-ci. De plus, le cas britannique pourrait être un fâcheux précédent dans la mesure où il pourrait inciter d'autres pays de l'Union à, eux aussi, demander des réformes et à menacer de sortir de l'Union s'ils n'obtiennent pas gain de cause.

L'Union est déjà fragilisée. Elle ne s'est toujours pas complètement remise de la crise financière et économique de 2008. C'est avec d'énormes difficultés qu'elle fait face à l'arrivée soudaine de migrants en provenance du Moyen Orient.

En outre, les divergences de vues entre les peuples et gouvernements des différentes régions d'Europe (Scandinavie, Europe de l'Est, Europe du Sud, Europe du Nord et de l'Ouest) deviennent de plus en plus profondes.

En fin de compte, nous devons nous interroger sur la question de savoir si le succès et l'avenir de l'Union européenne seront mieux ou moins bien assurés dans le cas où le RU viendrait à quitter l'Union. Ceux qui sont d'avis que l'attitude britannique est un obstacle à "une union sans cesse plus étroite" seront heureux de voir ce pays reprendre le grand large. En revanche, ceux qui pensent qu'une telle union a peu de chances de se concrétiser et souhaitent une UE plus néo-libérale voudront que le RU y reste.

Les paris des bookmakers sont sans doute la meilleure indication sur la façon dont les Britanniques voteront lors du référendum. Actuellement, la possibilité que le RU reste dans l'Union est cotée 4 contre 1. Dans le cas contraire, c.à.d. que le pays quitterait l'Union, les chances sont de 2 contre 5. Si l'on considère l'ensemble des paris, ceux-ci vont dans le sens d'un maintien de la Grande-Bretagne dans l'Union...

Ce qui précède est un bel exemple de ce qui détermine notre vie dans le contexte des relations politiques tant nationales qu'internationales, à savoir la recherche des intérêts matériels concrets. C'est ce qui s'appelle également de la "realpolitik".

Le Conseil d'Administration